

No. 38891

**Belgium
and
Netherlands**

Agreement between the Kingdom of Belgium and the Kingdom of the Netherlands on the privileges and immunities of Belgian officers seconded to Europol (with annex). Brussels, 23 December 1998 and 19 February 1999

Entry into force: *1 August 2002, in accordance with its provisions*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Bolivia, 8 October 2002*

**Belgique
et
Pays-Bas**

Accord entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas concernant les privilèges et immunités des officiers belges détachés auprès d'Europol (avec annexe). Bruxelles, 23 décembre 1998 et 19 février 1999

Entrée en vigueur : *1er août 2002, conformément à ses dispositions*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Bolivie, 8 octobre 2002*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ÉCHANGE DE LETTRES

I

Bruxelles, le 23 décembre 1998

Monsieur le Ministre,

En me référant au paragraphe 2 de l'article 41 de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), signée le 26 juillet 1995 à Bruxelles, j'ai l'honneur de vous proposer que les privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement des tâches des officiers de liaison au sein d'Europol fassent l'objet d'un accord comme exposé dans l'annexe.

Si vous acceptez la proposition, je vous propose que la présente lettre et votre réponse constitueront un accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique, qui sera appliqué provisoirement dès le quinzième jour suivant la date de réception de votre réponse et qui entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la date où les deux parties se seront informées mutuellement par écrit que les procédures légales requises pour l'entrée en vigueur ont été accomplies.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

EDUARD RÖELL
Ambassadeur des Pays-Bas

Son Excellence Monsieur Erik Derycke
Ministre des Affaires étrangères
Bruxelles

ANNEXE

1. Définitions

Au fin du présent accord, on entend par :

a) " officier de liaison ", tout agent détaché auprès d'Europol, conformément à l'article 5 de la Convention Europol;

b) " gouvernement ", le gouvernement du Royaume des Pays-Bas;

c) " les autorités de l'Etat d'accueil ", les autorités gouvernementales, municipales ou autres du Royaume des Pays-Bas en fonction du contexte et en vertu des lois et coutumes applicables au Royaume des Pays-Bas;

d) " Etat membre ", le Royaume de Belgique;

e) " archives de l'officier de liaison " : l'ensemble des dossiers, correspondances, documents, manuscrits, données sur supports informatiques ou autres, photographies, films, enregistrements vidéo et sonores appartenant à l'officier de liaison, ou détenus par lui, et tout autre matériel similaire qui, de l'avis unanime de l'Etat membre et du gouvernement, fait partie des archives de l'officier de liaison.

2. Privilèges et immunités

1. Sous réserve des dispositions du présent échange de notes, l'officier de liaison, ainsi que les membres de sa famille qui font partie de son ménage et qui ne possèdent pas la nationalité néerlandaise, jouiront au sein du Royaume des Pays-Bas et à son égard des mêmes privilèges et immunités que ceux accordés aux membres du personnel diplomatique en vertu de la Convention sur les relations diplomatiques, signée à Vienne le 18 avril 1961.

2. L'immunité accordée aux personnes visées au paragraphe 1er de cet article ne s'étend pas aux actions civiles engagées par un tiers en cas de dommages corporels ou autres, ou d'homicide, survenus lors d'un accident de la circulation causé par ces personnes, sans préjudice de l'article 32 de la Convention Europol.

L'immunité de la juridiction pénale et civile ne s'appliquera pas aux actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions.

3. Les obligations pour les Etats d'envoi et leur personnel, qui s'appliquent en vertu de la Convention de Vienne aux membres du personnel diplomatique, s'appliquent aux personnes mentionnées sous 1.

3. Entrée, séjour et départ

1. Le gouvernement facilite, au besoin, l'entrée, le séjour et le départ de l'officier de liaison et des membres de sa famille qui font partie de son ménage.

2. Cependant, il pourra être exigé des personnes qui revendiquent le traitement prévu par le présent article qu'elles fournissent la preuve qu'elles relèvent bien des catégories décrites au paragraphe 1er de cet article.

3. Les visas qui peuvent être nécessaires pour les personnes visées dans cet article seront délivrés gratuitement et dans les plus brefs délais.

4. Emploi

Les membres de la famille faisant partie du ménage de l'officier de liaison et ne possédant pas la nationalité d'un Etat membre de l'UE seront dispensés de l'obligation d'obtenir un permis de travail pendant la durée du détachement de l'officier de liaison.

5. Inviolabilité des archives

Les archives de l'officier de liaison sont inviolables, quel que soit leur lieu de conservation et quel qu'en soit le détenteur.

6. Protection du personnel

Les autorités de l'Etat d'accueil prennent, si l'Etat membre le leur demande, toutes les mesures raisonnables compatibles avec leur législation nationale pour assurer la sécurité et la protection nécessaires de l'officier de liaison et des membres de sa famille qui font partie de son ménage, dont la sécurité est menacée en raison de l'accomplissement des tâches incombant à l'officier de liaison au sein d'Europol.

7. Facilités et immunités concernant les communications

1. Le gouvernement autorise l'officier de liaison à communiquer librement et sans avoir à solliciter de permission spéciale, dans le cadre de toutes ses fonctions officielles, et protège ce droit conféré à l'officier de liaison. L'officier de liaison est autorisé à utiliser des codes et à envoyer et recevoir de la correspondance officielle et d'autres communications officielles par courrier ou par valise scellée en bénéficiant des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux courriers et valises diplomatiques.

2. Dans les limites de la Convention internationale des télécommunications du 6 novembre 1982, l'officier de liaison bénéficie pour ses communications officielles d'un traitement qui n'est pas moins favorable que celui que les Etats membres accordent à toute organisation internationale ou gouvernementale, y compris les missions diplomatiques de ces gouvernements, en ce qui concerne les priorités en matière de communication par courrier, câbles, télégrammes, télex, radio, télévision, téléphone, télécopie, satellite ou autres moyens de communication.

8. Notification

1. L'Etat membre notifiera dans les plus brefs délais au gouvernement le nom de l'officier de liaison, la date de son arrivée et de son départ définitif ou de la fin de son détachement, ainsi que la date d'arrivée et de départ définitif des membres de la famille faisant partie de son ménage et, le cas échéant, l'informerá du fait qu'une personne a cessé de faire partie du ménage.

2. Le gouvernement délivrera à l'officier de liaison et aux membres de sa famille faisant partie de son ménage une carte d'identité portant la photographie du titulaire. Le titulaire utilisera cette carte pour justifier de son identité auprès de toutes les autorités de l'Etat d'accueil.

9. Règlement des différends

1. Tout litige survenant entre l'Etat membre et le gouvernement relative à l'interprétation ou à l'application de cette convention, ou toute question concernant l'officier de liaison ou la relation entre l'Etat membre et le gouvernement qui n'est pas réglée à l'amiable sera

tranchée par un tribunal composé de trois arbitres, à la demande de l'Etat membre ou du gouvernement. Chaque partie nommera un arbitre. Le troisième, qui sera le président, sera désigné par les deux premiers arbitres.

2. Si l'une des parties néglige de nommer un arbitre dans les deux mois suivant une demande de l'autre partie à cet effet, l'autre partie peut demander au président de la Cour de Justice des Communautés européennes ou, en son absence, au vice-président, de procéder à une telle nomination.

3. Si les deux premiers arbitres ne peuvent s'accorder sur le choix du troisième dans les deux mois suivant leur nomination, chaque partie peut demander au président de la Cour de Justice des Communautés européennes ou, en son absence, au vice-président, de procéder à une telle nomination.

4. Sauf si les parties en conviennent autrement, le tribunal déterminera sa propre procédure.

5. Le tribunal prendra sa décision à la majorité des voix. Le président aura une voix prépondérante. La décision sera définitive et contraignante pour les parties en litige.

10. Portée géographique

Pour ce qui est du Royaume des Pays-Bas, cette convention s'appliquera uniquement à la partie du Royaume située en Europe.

II
ROYAUME DE BELGIQUE

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Son Excellence
Monsieur Eduard Röell
Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas

Bruxelles, le 19 février 1999

Excellence,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 23 décembre 1998 relative aux privilèges et immunités des officiers de liaison au sein d'Europol, qui est libellée comme suit :

[Voir lettre I]

[Annexe comme sous la lettre I]

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le contenu de votre lettre du 23 décembre 1998, en ce compris son annexe, rencontre mon agrément.

Votre lettre du 23 décembre 1998 et la présent constitueront ensemble un accord entre le Royaume des Pays-Bas et le Royaume de Belgique.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, de renouveler à votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

ERIK DERYCKE

[TRANSLATION - TRADUCTION]
EXCHANGE OF LETTERS

I
EMBASSY OF THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS

Brussels

23 December 1998

Sir,

With reference to article 41, paragraph 2, of the Convention on the Establishment of a European Police Office (Europol Convention), signed on 26 July 1995 in Brussels, I have the honour to propose to you that the privileges and immunities necessary for the performance of the tasks of the liaison officers at Europol should be the subject of an agreement, as set out in the annex.

If you accept this proposal, I propose that this letter and your reply should constitute an agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium, which shall be applied provisionally from the fifteenth day following the date of the receipt of your reply, and shall enter into force on the first day of the month following the date on which the two parties have informed each other in writing that the legal procedures required for its entry into force have been completed.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

EDUARD RÖELL
Ambassador of the Netherlands

His Excellency Mr. Erik Derycke
Minister for Foreign Affairs
Brussels

ANNEX

1. Definitions

For the purposes of this Agreement:

- (a) "liaison officer" means any agent seconded to Europol in accordance with article 5 of the Europol Convention;
- (b) "Government" means the Government of the Kingdom of the Netherlands;
- (c) "authorities of the host State" means the governmental, municipal or other authorities of the Kingdom of the Netherlands, depending on the context, and in accordance with the laws and customs applicable in the Kingdom of the Netherlands;
- (d) "Member State" means the Kingdom of Belgium;
- (e) "Liaison officer's archives" means all files, correspondence, documents, manuscripts, data which are computerized or stored in some other form, photographs, films, video and sound recordings belonging to or held by the liaison officer, and any similar material which, in the unanimous opinion of the Member State and the Government forms part of the liaison officer's archives.

2. Privileges and immunities

1. Subject to the provision of this exchange of letters, the liaison officers and members of their families forming part of their household who are not nationals of the Netherlands shall enjoy within and in respect of the Kingdom of the Netherlands the same privileges and immunities as those granted to diplomatic personnel under the Vienna Convention on Diplomatic Relations signed on 18 April 1961.

2. The immunity granted to the persons referred to in paragraph 1 of this article shall not extend to civil actions initiated by a third party in the event of bodily or other harm, or homicide, resulting from a traffic accident caused by such persons, without prejudice to article 32 of the Europol Convention.

The immunity from criminal and civil jurisdiction shall not extend to acts performed outside of the course of the person's duties.

3. The obligations of sending States and their personnel which are applicable under the Vienna Convention on Diplomatic Relations to members of the diplomatic staff shall be applicable to the persons referred to in paragraph 1.

3. Entry, stay and departure

1. The Government shall facilitate, as needed, the entry, stay and departure of the liaison officers and members of their families forming part of their households.

2. However, persons claiming the treatment provided for in this article may be required to provide proof that they fall within the categories described in paragraph 1 of this article.

3. Visas that may be required for the persons referred to in this article shall be issued free of charge and as quickly as possible.

4. Employment

Members of the families of the liaison officers forming part of their households and who are not nationals of a Member State of the European Union shall be exempt from the obligation to obtain a work permit for the duration of the liaison officer's secondment.

5. Inviolability of archives

The archives of the liaison officers shall be inviolable, regardless of where or by whom they are kept.

6. Protection of personnel

Upon request by the Member State, the authorities of the host State shall take all reasonable measures compatible with their national law to ensure the necessary safety and protection of the liaison officers and members of their families forming part of their households, whose safety is threatened by reason of the performance of the liaison officers' tasks at Europol.

7. Communications facilities and immunities

1. The Government shall authorize the liaison officers to communicate freely and without the need to request special permission in performing all their official functions, and shall protect this right of the liaison officers. The liaison officers shall be authorized to use codes and to send and receive official correspondence and other official communications by courier or sealed bag, with the same privileges and immunities as those granted to diplomatic courier and the diplomatic bag.

2. Within the limits prescribed by the International Telecommunication Convention of 6 November 1982, the liaison officers shall, in respect of their official communications, receive treatment no less favourable than that accorded by Member States to any international or governmental organization, including the diplomatic missions of such Governments, with regard to priorities for communication by courier, cable, telegram, telex, radio, television, telephone, fax, satellite or other means of communication.

8. Notification

1. The Member State shall inform the Government as soon as possible of the names of the liaison officers, the date of their arrival and the date of their final departure or the end of their secondment, as well as the dates of arrival and final departure of members of their family forming part of their households, and, as appropriate, shall inform it when a person has ceased to form part of the household.

2. The Government shall issue to the liaison officers and members of their families forming part of their households an identity card bearing a photograph of the holder. The holder shall use this card to prove his identity vis-à-vis all the authorities of the host State.

9. Settlement of disputes

1. Any dispute arising between the Member State and the Government concerning the interpretation or application of this agreement, or any question concerning the liaison officers or the relations between the Member State and the Government which is not settled by mutual agreement, shall, at the request of the Member State or the Government, be set-

ted by a tribunal composed of three arbitrators. Each party shall appoint one arbitrator. The third arbitrator, who shall be the president, shall be appointed by the first two arbitrators.

2. If one of the parties fails to appoint an arbitrator within two months after the other party requests it to do so, the latter party may request the President of the Court of Justice of the European Communities or, in the President's absence, the Vice-President, to make the appointment.

3. If the first two arbitrators cannot agree on the choice of the third arbitrator within two months after they are appointed, either party may request the President of the Court of Justice of the European Communities or, in the President's absence, the Vice-President, to appoint such an arbitrator.

4. Unless otherwise agreed by the parties, the tribunal shall establish its own procedure.

5. The tribunal shall take its decision by a majority vote. The President shall have the casting vote. The decision shall be definitive and binding on the parties to the dispute.

10. Geographical scope

In respect of the Kingdom of the Netherlands, this agreement shall apply only to the part of the Kingdom situated in Europe.

II
KINGDOM OF BELGIUM

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS

Brussels

19 February 1999

Our Ref.: J21-Public International Law

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 23 December 1998 concerning the privileges and immunities of liaison officers at Europol, which reads as follows:

[See letter 1]

[Annex as under letter 1]

I have the honour to inform you that I accept the contents of your letter of 23 December 1998 and the annex thereto.

Your letter of 23 December 1998 and this letter will together constitute an agreement between the Kingdom of the Netherlands and the Kingdom of Belgium.

Accept, Sir, the assurances of my highest consideration.

ERIK DERYCKE

His Excellency
Mr. Eduard Röell
Ambassador of the Kingdom of the Netherlands

